

**No. 36867**

---

**France  
and  
Cuba**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Cuba on the reciprocal promotion and protection of investments (with protocol). Paris, 25 April 1997**

**Entry into force:** *6 November 1999, in accordance with article 12*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 17 August 2000*

---

**France  
et  
Cuba**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (avec protocole). Paris, 25 avril 1997**

**Entrée en vigueur :** *6 novembre 1999, conformément à l'article 12*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 17 août 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA SUR L'EN-  
COURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVE-  
TISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français à Cuba et cubains en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1*

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) Les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues;

b) Les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) Les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique;

d) Les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle ;

e) Les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne :

- (i) Pour la France, les personnes physiques possédant la nationalité française ;
- (ii) Pour Cuba, les personnes physiques qui sont citoyennes de cet Etat conformément à ses lois.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

#### *Article 2*

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

#### *Article 3*

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

Aucune des Parties contractantes n'entrave, par des mesures discriminatoires ou arbitraires la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation d'investissements qui sont réalisés sur son territoire ou dans sa zone maritime par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante.

#### *Article 4*

1. Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux.

2. Il est précisé que les investissements mentionnés au paragraphe 1 de cet Article sont ceux qui ont été autorisés dans le cadre de la législation nationale applicable aux investissements étrangers.

3. Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

4. Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

#### *Article 5*

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt commercial approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

#### *Article 6*

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) Des intérêts, dividendes, bénéfiques et autres revenus courants ;
- b) Des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1;

c) Des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés;

d) Du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;

e) Des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard dans une devise librement convertible au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

#### *Article 7*

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

#### *Article 8*

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au tribunal d'arbitrage mentionné à l'Article 10 ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

#### *Article 9*

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

*Article 10*

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage d'un tribunal arbitral ad hoc établi conformément au règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.).

*Article 11*

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires.

Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

*Article 12*

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait à Paris, le 25 avril 1997, en deux originaux, chacun en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

FRANCK BOROTRA

Pour le Gouvernement de la République de Cuba :

IBRAHIM FERRADAZ GARCIA

## PROTOCOLE

Lors de la signature de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, il a été convenu entre les deux Parties que les dispositions suivantes font partie intégrante de l'accord.

### 1) En ce qui concerne l'Article 3

En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

### 2) En ce qui concerne l'Article 4, Paragraphe 1

A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

### 3) En ce qui concerne l'Article 10

Au cas où les deux Parties contractantes deviennent partie à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, signée à Washington le 18 mars 1965, les différends mentionnés à l'Article 10 seront soumis à la demande de l'une ou l'autre des parties au différend à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention ci-dessus.

Fait à Paris, le 25 avril 1997, en deux originaux, chacun en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

FRANCK BOROTRA

Pour le Gouvernement de la République de Cuba :

IBRAHIM FERRADAZ GARCIA



[ SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO**

**ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA Y EL GOBIERNO DE LA  
REPUBLICA DE CUBA SOBRE LA PROMOCION Y PROTECCION RECIPROCAS  
DE INVERSIONES**

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Cuba, denominados en lo adelante las "Partes Contratantes",

Deseosos de fortalecer la cooperación económica entre los dos Estados y de crear condiciones favorables para las inversiones francesas en Cuba, y las cubanas en Francia,

Convencidos de que la promoción y protección de estas inversiones están llamadas a estimular las transferencias de capitales y de tecnología entre los dos países en el interés del recíproco desarrollo económico

Han acordado las disposiciones siguientes:

**ARTICULO 1**

Para la aplicación del presente Acuerdo:

1. El término " inversión " designa todos los haberes, tales como los bienes, derechos e intereses de toda naturaleza, y, de forma espacial pero no exclusivamente:
  - a) los bienes muebles e inmuebles, así como todos los demás derechos reales tales como hipotecas, privilegios, usufructos, garantías y derechos análogos;
  - b) las acciones, primas de emisión y otras formas de participación, incluso minoritarias o indirectas, en las sociedades constituidas en el territorio de una de las Partes Contratantes;
  - c) las obligaciones, contribuciones y derechos a todas las prestaciones que tengan valor económico;
  - d) los derechos de propiedad intelectual, comercial e industrial tales como los derechos de autor, las patentes de invención, las licencias, las marcas registradas, los modelos y maquetas industriales, los procedimientos técnicos, el know-how, los nombres registrados y la clientela;

- e) las concesiones otorgadas por la ley o en virtud de un contrato, en particular, las concesiones relativas a la prospección, el cultivo, la extracción o la explotación de riquezas naturales, incluidas las situadas en la zona marítima de las Partes Contratantes.

Se sobrentiende que dichos haberes deben ser o haber sido invertidos conforme a la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio o zona marítima se haya efectuado la inversión, antes o después de la entrada en vigor del presente Acuerdo.

Cualquier modificación de la forma de inversión de los haberes no afecta su calificación de inversión, siempre y cuando dicha modificación no sea contraria a la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio o zona marítima se haya realizado la inversión.

2. El término de " nacionales " designa:
- i. para Francia, las personas físicas que posean la nacionalidad francesa;
  - ii. para Cuba, las personas físicas que sean ciudadanas de este Estado conforme a sus leyes;
3. El término " sociedades " designa a toda persona jurídica constituida en el territorio de una de las Partes Contratantes, conforme a la legislación de la misma y que posea allí su sede social, o controlada directa o indirectamente por nacionales de una de las Partes Contratantes, o por personas jurídicas, que posean su sede social en el territorio de una de las Partes Contratantes y constituidas de conformidad con la legislación de esta última.
4. El término " ingresos " designa todas las sumas producidas por una inversión, tales como beneficios, pagos o intereses, durante un período dado.
- Los ingresos por concepto de inversión y, en caso de reinversión, los ingresos de su reinversión, gozan de la misma protección que la inversión.
5. El presente Acuerdo se aplica al territorio de cada una de las Partes Contratantes, así como a la zona marítima de cada una de las Partes Contratantes, en lo adelante definidos como la zona económica y la plataforma continental que se extienden más allá del límite de las aguas territoriales de cada una de las Partes Contratantes y en las cuales, de conformidad con el derecho internacional, poseen derechos soberanos y una jurisdicción con fines de prospección, explotación y preservación de los recursos naturales.

ARTICULO 2

Cada una de las Partes Contratantes acepta y promueve, en el marco de su legislación y de las disposiciones del presente Acuerdo, las inversiones efectuadas por los nacionales y las sociedades de la otra Parte en su territorio y en su zona marítima.

ARTICULO 3

1. Cada una de las Partes Contratantes se compromete a asegurar, en su territorio y en su zona marítima, un tratamiento justo y equitativo, de conformidad con los principios del Derecho Internacional, a las inversiones de nacionales y sociedades de la otra Parte y a obrar de manera que el ejercicio del derecho así reconocido no sea obstaculizado ni de hecho ni de derecho.

Ninguna de las Partes Contratantes obstaculiza mediante medidas discriminatorias o arbitrarias la gestión, mantenimiento, utilización, disfrute, o liquidación de inversiones que se realicen en su territorio o en su zona marítima por nacionales o sociedades de la otra Parte Contratante.

ARTICULO 4

1. Cada Parte Contratante aplica en su territorio y en su zona marítima a los nacionales o sociedades de la otra Parte, en lo referente a sus inversiones y actividades vinculadas a estas inversiones, un tratamiento no menos favorable que el otorgado a sus nacionales o sociedades, o el tratamiento otorgado a los nacionales o sociedades de la Nación más Favorecida, si dicho tratamiento es mas ventajoso.
2. Se precisa que las inversiones mencionadas en el párrafo 1 del presente Artículo, son aquéllas autorizadas en el marco de la legislación nacional aplicable a las inversiones extranjeras.
3. Este tratamiento no se extiende, sin embargo, a los privilegios que una Parte Contratante conceda a los nacionales o sociedades de un tercer Estado, en virtud de su participación o de su asociación a una zona de libre comercio, una unión aduanera, un mercado común o cualquier otra forma de organización económica regional.
4. Las disposiciones de este Artículo no se aplican a las cuestiones fiscales.

**ARTICULO 5**

1. Las inversiones efectuadas por nacionales o sociedades de cualquiera de las Partes Contratantes gozan de protección y seguridad plenas y totales en el territorio y en la zona marítima de la otra Parte Contratante.
2. Las Partes Contratantes no adoptan medidas de expropiación o de nacionalización, o cualquier otra medida cuyo efecto sea desposeer, directa o indirectamente, a los nacionales y sociedades de la otra Parte, de las inversiones que les pertenezcan en su territorio y en su zona marítima, salvo por razón de utilidad pública y a condición de que estas medidas no sean ni discriminatorias, ni contrarias a un compromiso particular.

Todas las medidas de expropiación que pudieran ser adoptadas deben dar lugar al pago de una indemnización pronta y adecuada, cuyo monto, igual al valor real de las inversiones en cuestión, debe ser evaluado en relación con una situación económica normal y anterior a toda amenaza de expropiación.

Esta indemnización, su monto y sus modalidades de pago se fijarán a más tardar en la fecha de la expropiación. Esta indemnización será efectivamente realizable, abonada sin dilación y libremente transferible. La misma producirá, hasta la fecha de pago, intereses calculados con la tasa de interés comercial apropiada.

3. Los nacionales o sociedades de una de las Partes Contratantes cuyas inversiones hayan sufrido pérdidas debido a la guerra, o a cualquier otro conflicto armado, estado de emergencia nacional, o revuelta ocurrida en el territorio, o la zona marítima de la otra Parte Contratante, gozarán, por parte de esta última, de un tratamiento no menos favorable que el otorgado a sus propios nacionales o sociedades, o a aquellos de la Nación más Favorecida.

**ARTICULO 6**

Cada Parte Contratante en cuyo territorio o zona marítima se hayan realizado inversiones por nacionales o sociedades de la otra Parte Contratante, otorga a esos nacionales o sociedades, la libre transferencia de:

- a) los intereses, dividendos, beneficios y otros ingresos corrientes;
- b) las contribuciones emanadas de los derechos incorpóreos descritos en el párrafo 1, letras d) y e) del Artículo 1;
- c) los pagos efectuados por conceptos del reembolso de los empréstitos regularmente contraídos;
- d) el producto de la cesión o de la liquidación total o parcial de la inversión, incluido las plusvalías del capital invertido;

- e) las indemnizaciones por expropiación o pérdida previstas en el Artículo 5, párrafos 2 y 3 antes mencionados.

Los nacionales de cada una de las Partes Contratantes que han sido autorizados a trabajar en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte Contratante a título de una inversión acordada, están igualmente autorizados a transferir a sus países de origen una cuota apropiada de su remuneración.

Las transferencias señaladas en los párrafos precedentes se efectuarán sin dilación en una divisa libremente convertible en la tasa de cambio normal oficialmente aplicable en la fecha de transferencia.

#### ARTICULO 7

En la medida en que la reglamentación de una de las Partes Contratantes prevea una garantía para las inversiones efectuadas en el extranjero, ésta puede ser otorgada en el marco de un análisis casuístico, a las inversiones efectuadas por nacionales o sociedades de esta Parte Contratante en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte.

Las inversiones de nacionales y sociedades de una de las Partes Contratantes en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte, solamente podrán obtener la garantía señalada en el párrafo anterior si previamente han obtenido la aprobación de esta última Parte.

#### ARTICULO 8

Si una de las Partes Contratantes, en virtud de una garantía dada para una inversión realizada en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte, realiza pagos a uno de sus nacionales o a una de sus sociedades, de hecho, esta Parte es subrogada en los derechos y acciones de este nacional o de esta sociedad.

Dichos pagos no afectan los derechos del beneficiario de la garantía de recurrir al tribunal de arbitraje mencionado en el Artículo 10 o a dar curso a las acciones presentadas ante el mismo hasta la culminación del procedimiento.

#### ARTICULO 9

Las inversiones que hayan sido objetos de un compromiso particular de una de las Partes Contratantes con respecto a nacionales y sociedades de la otra Parte Contratante están regidas, sin perjuicio de las disposiciones del presente Acuerdo, por los términos de este compromiso en la medida en que el mismo entrañe disposiciones más favorables que aquellas previstas por el presente Acuerdo.

ARTICULO 10

Todo diferendo relativo a las inversiones entre una de las Partes Contratantes y un nacional o una sociedad de la otra Parte Contratante es solucionado de manera amigable entre las dos Partes interesadas.

Si tal diferendo no ha podido ser solucionado en un plazo de seis meses a partir del momento en que ha sido presentado por cualquiera de las Partes del diferendo, el mismo se somete, a solicitud de cualquiera de las dos Partes, al arbitraje de un tribunal arbitral ad hoc establecido de conformidad con el Reglamento de Arbitraje de la Comisión de Naciones Unidas para el Derecho Comercial Internacional (CNUDCI).

ARTICULO 11

1. Los diferendos relativos a la interpretación o a la aplicación del presente Acuerdo deben ser resueltos, de ser posible, por la vía diplomática.
2. Si en un plazo de seis meses, a partir del momento en que haya sido suscitado por cualquiera de las Partes Contratantes el diferendo no es solucionado, debe ser sometido, a solicitud de cualquiera de las Partes Contratantes, a un tribunal de arbitraje.
3. Dicho Tribunal será constituido para cada caso particular de la manera siguiente: cada Parte Contratante designa un miembro y los dos miembros designan, de común acuerdo, un nacional de un tercer Estado que es nombrado Presidente del Tribunal por las dos Partes Contratantes.

Todos los miembros deben ser designados en un plazo de dos meses a partir de la fecha en que una de las Partes Contratantes haya notificado a la otra Parte, su intención de someter el diferendo a un arbitraje.

4. Si los plazos establecidos en el párrafo 3 precedente no han sido observados, cualquiera de las Partes Contratantes, a falta de cualquier otro acuerdo, solicita al Secretario General de la Organización de Naciones Unidas de proceder a los nombramientos necesarios.

Si el Secretario General es ciudadano de cualquiera de las Partes Contratantes, o si, por cualquier otra razón está imposibilitado de ejercer esta función, el Secretario General Adjunto de más antigüedad, que no posea la nacionalidad de alguna de las Partes Contratantes, procede a los nombramientos necesarios.

5. El Tribunal de Arbitraje toma sus decisiones por mayoría de votos. Sus decisiones son definitivas y aplicables de pleno derecho por las Partes Contratantes.

El Tribunal establece su propio reglamento. El mismo interpreta la sentencia a solicitud de cualquiera de las Partes Contratantes. A menos que el tribunal no disponga lo contrario, habida cuenta de circunstancias particulares, los gastos del procedimiento arbitral, incluidos las vacaciones de los árbitros se reparten igualmente entre las Partes Contratantes.

ARTICULO 12

Cada una de las Partes Contratantes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos para la entrada en vigor del presente Acuerdo, que surtirá efecto un mes después de la fecha de recepción de la última notificación.

El Acuerdo se establece para una duración inicial de diez años. El mismo permanecerá en vigor después de ese plazo, a menos que una de las Partes lo denuncie por la vía diplomática con previo aviso de un año.

Al expirar el periodo de validez del presente Acuerdo, las inversiones realizadas mientras haya estado en vigor continuarán beneficiándose de la protección de sus disposiciones durante un periodo adicional de veinte años.

Hecho en París el día 25 del mes de abril 1997  
en dos originales, cada uno en idioma francés y en idioma español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno de la  
República Francesa.

*F. Buh*

Por el Gobierno de la  
República de Cuba.

PROTOCOLO

En el momento de la firma del Acuerdo entre el Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Cuba sobre la promoción y protección recíprocas de inversiones, las dos Partes han acordado que las siguientes disposiciones forman parte integrante del Acuerdo.

1) En lo concerniente al Artículo 3:

En particular, aunque no exclusivamente, se consideran como obstáculos de hecho o de derecho al tratamiento justo y equitativo, toda restricción a la compra y al transporte de materias primas y de materias auxiliares, de energía y de combustibles, así como de medios de producción y explotación de todo género, cualquier obstáculo a la venta y al transporte de productos en el interior del país y en el extranjero, así como todas las otras medidas que tengan un efecto análogo.

Las Partes Contratantes analizarán con beneplácito, en el marco de sus respectivas legislaciones internas, las solicitudes de entrada y de autorización de estancia, de trabajo y de circulación introducidas por nacionales de una Parte contratante, a título de una inversión realizada en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte Contratante.

2) En lo concerniente al Artículo 4, párrafo 1:

Por este concepto, los nacionales autorizados a trabajar en el territorio y en la zona marítima de una de las Partes Contratantes deben poder beneficiar de las facilidades materiales apropiadas para el ejercicio de sus actividades profesionales.



3) En lo concerniente al Artículo 10

En el caso en que las dos Partes Contratantes se conviertan en Parte en el Acuerdo para la solución de los diferendos relativos a las inversiones entre Estados y ciudadanos de otros Estados suscrito en Washington el 18 de marzo de 1965, los diferendos señalados en el Artículo 10 serán sometidos, a solicitud de cualquiera de las Partes del diferendo, al arbitraje del Centro Internacional para la solución de diferendos relativos a las inversiones (CIRDI), creado por el Acuerdo antes citado.

Hecho en Paris...., el día 25..... del mes de abril 1977  
en dos originales, cada uno en idioma francés y en idioma español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno de  
la República Francesa

*F. Bult*

Por el Gobierno de la  
República de Cuba



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CUBA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Cuba, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Cuba and Cuban investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed as follows:

*Article 1*

For the purposes of this Agreement:

1. The term "investment" shall mean assets of all kinds, such as property, rights and interests of any sort, and particularly though not exclusively:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, liens, usufruct, surety bonds and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, including minority or indirect interests, in companies constituted in the territory of one of the Contracting Parties;

(c) Bonds and debentures, claims and rights to any performance having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights such as copyrights, patents for inventions, licenses, registered trademarks, industrial models and designs, technical processes, know-how, trade names and goodwill;

(e) Concessions granted by law or by virtue of a contract, including concessions to explore, cultivate, extract or exploit natural resources including those located in the maritime zone of the Contracting Party concerned.

It is understood that such assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment has been made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment has been made.

2. The term "nationals" shall mean:

(i) In the case of France, natural persons possessing French nationality;

(ii) In the case of Cuba, natural persons who are citizens of that State in accordance with its laws.

3. The term "company" shall mean any body corporate constituted in the territory of a Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of a Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of a Contracting Party and constituted in accordance with that Party's legislation.

4. The term "income" shall mean all amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and the continental shelf which extend beyond the limits of the territorial sea of each of the Contracting Parties and over which they exercise sovereign rights and jurisdiction, in accordance with international law, for the purposes of the exploration, exploitation and preservation of natural resources.

#### *Article 2*

Each Contracting Party, in keeping with its legislation and the provisions of this Agreement, shall permit and encourage investments in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

#### *Article 3*

Each Contracting Party undertakes to accord fair and equitable treatment in its territory and maritime zone in conformity with the principles of international law to the investments of nationals and companies of the other Contracting Party and to ensure that the exercise of the right thus recognized is not impeded either de jure or de facto.

Neither Contracting Party shall hinder by discriminatory or arbitrary measures the management, maintenance, use, enjoyment or liquidation of investments made in its territory or maritime zone by nationals or companies of the other Contracting Party.

#### *Article 4*

1. Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals or companies of the other Party, with respect to their investments and activities in connection with such investments, treatment no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or the treatment accorded to the nationals or companies of the most-favoured nation, if the latter is more advantageous.

2. The investments referred to in paragraph 1 of this article are those authorized under national legislation applicable to foreign investments.

3. Such treatment shall not, however, include privileges that may be extended by a Contracting Party to nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

4. The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

#### *Article 5*

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not, in their territories and maritime zones, take any expropriation or nationalization measures or any other measures that could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures that may be taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation, the amount of which shall be equal to the real value of the investment assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and method of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall earn interest up to the date of payment figured at the appropriate market rate of interest.

3. The nationals or companies of a Contracting Party who have suffered losses on their investments as a result of war or any other armed conflict, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most-favoured nation.

#### *Article 6*

Each Contracting Party in whose territory or maritime zone nationals or companies of the other Contracting Party have made investments shall accord the said nationals or companies free transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property rights referred to in subparagraphs 1(d) and 1(e) of article 1;
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds from the transfer or the complete or partial liquidation of the investment, including capital gains on the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss as provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of a Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their earnings.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay in a freely convertible currency at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

*Article 7*

Insofar as the regulations of a Contracting Party provide for a guarantee for investments made abroad, such a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

Investments by nationals and companies of a Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party shall be eligible for the guarantee referred to in the preceding paragraph only if they have first been approved by the latter Party.

*Article 8*

If a Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall be subrogated to the rights and shares of the said national or company.

Such payments shall not affect the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to the arbitration tribunal referred to in article 10 or to pursue the proceedings brought before the tribunal to completion.

*Article 9*

Investments that have been the subject of a specific undertaking by a Contracting Party towards nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

*Article 10*

Any dispute relating to investments between a Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be settled within six months from the date on which the matter was raised by one or the other of the parties to the dispute, it shall be submitted for arbitration, at the request of either of those parties, to an ad hoc arbitral tribunal to be set up

in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL).

*Article 11*

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall as far as possible be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months from date on which the matter was raised by one or the other of the Contracting Parties, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitration tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall designate, by mutual agreement, a national of a third State, who shall be appointed chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months from the date on which one of the Contracting Parties notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits specified in paragraph 3 above are not met, either Contracting Party, in the absence of any other agreement, may invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments.

If the Secretary-General is a national of either Contracting Party, or if for any other reason he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the costs of arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

*Article 12*

Each Party shall notify the other of the completion of the internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect one month from the date of receipt of the last such notification.

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless it is denounced by either Party with one year's prior notice through the diplomatic channel.

Upon expiry of the validity of this Agreement, the investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

Done at Paris on 25 April 1997 in two originals, each in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

FRANCK BOROTRA

For the Government of the Republic of Cuba:

IBRAHIM FERRADAZ GARCIA

PROTOCOL

At the signing of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Cuba on the reciprocal promotion and protection of investments, the two Parties agreed that the following provisions should form an integral part of the said Agreement.

(1) Ad article 3

Specifically, although not exclusively, any restriction on the purchase and transport of raw materials and auxiliary materials, energy and fuels or of means of production and exploitation of any kind, any impediments to the sale and transport of products within the country and abroad and any other measures having a similar effect shall be regarded as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment.

The Contracting Parties shall give favourable consideration, within the framework of their domestic legislation, to applications for entry and for authorization to stay, work and travel submitted by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

(2) Ad article 4, paragraph 1

For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory or maritime zone of a Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

(3) Ad article 10

If the two Contracting Parties become parties to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965, the disputes referred to in article 10 shall, at the request of either of the parties to the dispute, be submitted for arbitration to the International Centre for the Settlement of Investment Disputes (ICSID) established by that Convention.

Done at Paris on 25 April 1997 in two originals, each in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

FRANCK BOROTRA

For the Government of the Republic of Cuba:

IBRAHIM FERRADAZ GARCIA